

Dette et indépendance

intervention de Christina KOMI*

lors de la 1ère Université Populaire du CNR à Nice

CLAJ, les 3 et 4 Novembre 2017

Qu'est-ce que c'est que l'indépendance ?

Une cité (communauté) est autonome/ indépendante quand ses membres considèrent que sur le territoire concret qu'ils occupent, ils peuvent survivre de leurs propres moyens.

Dans le temps, quand les gens considéraient qu'ils ne pouvaient pas survivre de ce que ce territoire leur donnait, ils ne s'y installaient pas, ils ne fondaient pas de cité, ils continuaient la vie nomade.

Si on prend l'exemple d'un village, les gens y vivaient de ce que le village pouvait leur procurer et ils ne partaient de là que pour échanger leurs produits, pour faire du commerce, mais pas pour s'endetter ni pour chercher à se placer sous l'occupation de quelqu'un d'autre.

En dehors de notre époque toute récente, **il n'existe donc aucun précédent historique d'une cité ou d'une communauté entière qui ait été obligée d'emprunter ses moyens de survie** (de survivre sur crédit).

Or, aujourd'hui, on se trouve face au phénomène saugrenu où la planète entière est endettée à une poignée de familles hyper-riche qui ont le permis de détenir la presque totalité des richesses. Au point que la planète entière ait vis-à-vis des

* Christina KOMI est enseignante chercheur franco-grecque, membre du CNR, ex-membre du mouvement grec EPAM (Front Populaire Uni).

banquiers **une dette** qui correspond à 3 fois le PIB mondial.

Et en revenant sur ma réflexion historique, je demande :

Depuis quand considère-t-on comme « normal » que les Africains attendent le maïs des Etats Unis pour les nourrir ? Depuis quand est-ce raisonnable que les agriculteurs reçoivent des subventions pour ne pas cultiver leurs champs ou pour enterrer leurs récoltes ?

Comment est-ce possible qu'aujourd'hui on soit convaincu de vivre en « démocratie » et en « Etat de droit », alors qu'il n'y a ni l'un ni l'autre ?

Le terme **Démocratie** désigne le pouvoir du peuple de décider de son sort, une situation où il a le contrôle ultime des organes qu'il met en place et qu'en aucun cas ce peuple ne puisse perdre sa qualité première du droit au pouvoir.

Aujourd'hui on en est très loin.

Concernant ce que nous appelons **Etat de droit** pour nous c'est devenu un ensemble de lois qui visent à faire plier les gouvernés à ce qui convient aux gouverneurs. On arrive dans quelques cas, comme c'est le cas actuel de la Grèce, à parler même de « droit d'occupation », alors que les notions droit et occupation ne peuvent en aucun cas co-exister.

Dans l'exemple historique de démocratie, la cité d'Athènes entre les 5^e et 4^e siècles av.JC, les lois étaient créées par l'assemblée des citoyens, avaient une fonction indicative et ce n'était surtout pas une manière de tirer les gens par le bout du nez. Quand Socrate a été condamné à mort, il n'y avait pas de prison, il n'y avait pas de bourreau ; Socrate n'était pas condamné à une mort physique mais à une mort politique. Il était invité à quitter la cité ou bien à trouver par lui même la façon de mettre une fin à sa vie.

Le détournement actuel du sens des mots, dans des sociétés comme les nôtres où la plupart des gens sont pourtant instruits et diplômés, n'est possible que parce que nos cerveaux sont constamment martelés par un appareil très sophistiqué de production de mensonges.

Ces médias qui nous disent qui il faut croire et qui il ne faut pas croire, qui voter, quoi manger, quel film regarder, comment s'habiller, quoi acheter...

Ils nous ont dit aussi que la **concentration du pouvoir aux instances bureaucratiques de Bruxelles**, sous le beau nom d'Union Européenne, signifiait la fraternité des peuples, les voyages faciles, le partage et la convivialité, l'acceptation des autres. Ils nous ont dit que tous ensemble avons la chance de nous défaire de nos monnaies nationales au nom d'une belle nouvelle monnaie commune et unique qui permettrait aux Parisiens d'aller boire leur café à Berlin et aux Athéniens de profiter d'un capuccino sur la place du Capitole sans devoir passer par le bureau de change...

Le 31 décembre 2001 à minuit, alors qu'on fêtait l'entrée dans l'union monétaire, la dette de nos pays passait de la devise nationale à l'euro. Notamment, la dette de la Grèce, passant d'une dette en drachmes à une dette en euros a « évolué » de la manière suivante : jusqu'à minuit du 31/12/2001 elle correspondait à **145 milliards** de dollars (une dette accumulée pendant 170 ans, de 1830 à 2001) ; entre 2002 et 2009, c'est à dire en 7 ans, elle a explosé approchant les **300 milliards** de dollars. Au même moment, le pays (comme tous les pays membres de la zone euro) se privait de la possibilité d'éditer sa propre monnaie, étant obligé d'importer une monnaie privée (la BCE est bien une banque privée), une monnaie empruntée qui porte en elle un taux d'intérêt sur le dos des citoyens (nous) mais rétribué aux crédateurs, aux banquiers de la zone euro.

En 2008, les médias nous ont annoncé que nous étions malheureusement en crise.

Que la Grèce actuelle, ce petit pays balkanique, sans rapport avec un quelconque passé antique, avorton d'un monde moderne qu'elle n'avait finalement pas pu intégrer, méritait bien son sort d'État en faillite : ses habitants bronzés étaient des paresseux qui faisaient la sieste et profitaient de l'ouzo et du syrtaki pendant que leurs homologues allemands, français, danois, luxembourgeois, hollandais et autres travaillaient dur pour pouvoir leur prêter de l'argent...

Les fables ont toujours fait partie de la vie humaine. La différence est qu'aujourd'hui la possibilité de vérifier par nous mêmes ce qui est fable et ce qui est vérité tend à disparaître. La complexité technique des chiffres est un bon prétexte pour que les citoyens s'abstiennent de toute vérification des infos qu'on leur donne et pour qu'ils délèguent tout aux spécialistes. « La vérité n'existe que dans son partage social », disait Aristote et aucune vérité ne peut exister si elle ne fait pas partie de l'expérience vitale commune.

On en est à l'opposé : ce que nous avons tous en commun aujourd'hui est un tas de mensonges. Par le seul fait de s'être emparé de l'esprit et du coeur des gens, ces mensonges sont aujourd'hui notre seule vérité.

Dans tout ça, le mot « dette » (de la France ou de la Grèce), apparaît comme si c'était la chose la plus naturelle du monde ; on entend dire qu'on est obligés de payer la dette publique, qu'on est obligés de la rendre « viable » afin de pouvoir régler les mensualités éternellement, sans souci des dégâts causés (collatéraux).

Je vais vous donner alors une idée plus précise de quelques **dégâts collatéraux**, du petit pays balkanique situé au sud de l'ex Yougoslavie et ayant un sort malheureusement semblable à celui de cette dernière, je crains que dans quelque temps pas très longtemps, on parlera de l'ex-Grèce.

Le pays vit, depuis 2010, au milieu d'un ouragan d'une crise artificielle.

Crise des subprimes, des swaps, des dérivés... Est-ce que nos chers médias nous ont suffisamment informés sur ce que c'est ?

J'en doute.

Est-ce que les médias vous ont attiré l'attention sur le rôle de Goldman Sachs et de sa filiale JP Morgan, sur la manipulation des chiffres, afin d'adapter toutes les données aux conditions du traité de Maastricht et faire entrer le pays dans la zone euro? Est ce que les médias ont parlé de la falsification du déficit national grec de la part d'ELSTAT -- l'Organisme des statistiques nationales lié à EUROSTAT-- (passant du vrai déficit de 3 %, un des plus bas de la zone euro, à un fictif de 15%) ?¹ Ceci a permis à Giorgos Papandreou de nous imposer l'arrivée du *FMI*, cet organisme bienfaiteur et humaniste, qui depuis mai 2010 est en train de nous « sauver ».

Petit détail : le frère de Giorgos Papandreou depuis les USA, plaçait de l'argent sur le pari de la faillite de la Grèce.

Donc, je résume, au cours de l'année 2010, de manière frauduleuse, avec des manipulations opaques de données statistiques nationales, la Grèce a été déclarée en nécessité de « sauvetage » et devenue objet de divers traités illégaux par lesquels des milliards d'euros lui ont été soit disant « prêtés » contre la « rationalisation » et le « redressement » de son économie ; ce qui s'est traduit par le démantèlement progressif du système social, éducatif et sanitaire, des coupes des frais publics, du bradage des services, des entreprises et des infrastructures publics et tout ceci scellé par **la démission définitive et irrévocable du pays de tout recours émanant du Droit International pour la protection de sa souveraineté**. Depuis cette année là, les gouvernements au pouvoir se sont alternés mais la continuité d'action est étonnante. Rien n'a changé, malgré les élections successives et un référendum, complètement détourné.

¹Tous ça est bien détaillé dans les deux articles ci joint (en anglais, car en français il n'y a rien), à lire absolument : <https://hat4uk.wordpress.com/2012/06/26/greek-deficit-how-berlin-encouraged-papandreou-to-big-up-the-2009-greek-deficit/> et aussi : <http://www.cadtm.org/The-Road-to-the-Greek-Hell-is>

Aujourd'hui la Grèce est une colonie moderne de la dette.

Un pays qui vit les conséquences d'une guerre en temps de paix.

Depuis 2011 :

1- Taux de mortalité en Grèce est le plus haut que le pays ait connu depuis la fin de la seconde Guerre mondiale.

Déficit démographique total de 2011 à 2017 : 130.000, un trou noir, égal à une ville comme Metz (plus grand que Montreuil, Nancy, Orléans, Caen, Rouen)

2 - En terme de chiffre d'affaires : la Grèce est à la même position que l'Erythrée, la République centrafricaine, Guinea Bissao, l'Ukraine, des pays en situation de guerre...

3- Chômage massif et structurel de l'ordre de 60 % (le chiffre officiel est 30 % mais on sait combien de catégories de personnes sans emploi ne sont pas enregistrées auprès du Pôle emploi tant en France qu'en Grèce. Pour les moins de 25 ans, le véritable taux approche les 75 %, c'est-à-dire, **trois jeunes sur quatre sont sans emploi.**

4- Départs et émigration massive de la population la plus jeune du pays, plus de 300.000 jeunes formés depuis 2010. (le produit No 1 d'exportation du pays : les cerveaux → 12 %)

5- Démantèlement de la santé, des retraites, de l'éducation.

6- Bradage des biens publics et privés au profit des spéculateurs étrangers avec des procédures simplifiées et non opposables (confiscation et mise aux enchères des résidences principales des gens pour des dettes de l'ordre de 500 euros).

7- Recettes des impôts et des fonds publics versées au profit des banques de spéculation et des fonds voutours étrangers.

8- Abolition de la souveraineté et transformation du pays en une colonie au service d'intérêts privés de quelques multinationales.

9- Abolition de ses forces de défense nationale et substitution par des forces de police et d'armée privées étrangères (telle FRONTEx qui patrouille en mer Egée).

10- Transformation du pays en centre de détention massive de populations

provenant de zones ravagées par la guerre et la paupérisation tout en servant des intérêts qui attaquent les droits sociaux et humains de ces gens (esclavage, commerce d'organes, prostitution et autres, ...).

11- Et bientôt... amputation du territoire national.

Est-ce que tout cela est anticonstitutionnel ? Illégal ? Immoral ? Frauduleux ?

Oui, tout ça, quelques constitutionnalistes encore honnêtes l'ont dit et redit, et le rapport sur la dette, fait par la *Commission sur la vérité de la dette grecque* convoquée par la présidente du parlement du premier gouvernement Syriza (et dont faisait partie Eric Toussaint) l'a confirmé également.²

... Et bien plus que ça :

Le prétendu argent « prêté » n'est jamais entrée en Grèce : d'après une étude de 24 pages de l'Institut Européen de Management et de Technologie situé à Berlin, dont le résumé a été publié en exclusivité dans le journal *Handelsblatt* du 16 mai 2016, les 95 % des 220 milliards € prêtés sont allés **sauver les banques allemandes et françaises** (qui détenaient des titres de la dette grecque) et 5 % pour sauver les banques grecques.³

Le 0 % est allé pour couvrir des trous du budget.

En juillet 2016 le bureau de l'expert indépendant qui évalue l'action du FMI a publié **un rapport** dans lequel il constate qu'il y a eu non pas seulement des erreurs mais toute une **conspiration** contre la Grèce.⁴ Avec une autosuffisance alimentaire de l'ordre du 98 %, une extra-ordinaire richesse du sol et du sous-sol, située sur un point géo-stratégique qui relie l'Europe à l'Asie et à l'Afrique, et avec classe politique

2 <https://blogs.mediapart.fr/raoul-marc-jennar/blog/190615/synthese-du-rapport-de-la-commission-pour-la-verite-sur-la-dette-grecque>

3 Cet article dans le journal allemand *Handelsblatt global*, version en anglais, en parle : <https://global.handelsblatt.com/edition/423/ressort/politics/article/study-finds-greek-bailouts-saved-banks-not-people>

4 Pour ce rapport, voir <http://russeurope.hypotheses.org/6195> et aussi http://www.ieo-imf.org/ieo/files/completedevaluations/EAC_REPORT%20v5.PDF

complètement pourrie, formée par des laquais des intérêts étrangers, c'était une proie facile. Au nom du sauvetage de la monnaie unique, au lieu de répartir le pillage des secteurs privés et publics à tous les pays de la zone euro, le rapport de l'expert indépendant pour l'action du FMI précise que la Grèce a été choisie comme bouc émissaire et sacrifiée pour la continuation de l'existence de cette monnaie. Et en même temps les vautours profitent de ce cadavre exquis. Avez vous entendu parler de ce rapport ? M. Tsipras non plus...

Et pourtant, les banques européennes, ne sont toujours pas sauvées, elles ont tout simplement avalé les milliards injectés dans leurs trous noirs mais en les comptabilisant sur le dos du peuple grec et des autres peuples. Elles continuent à jouer à la bourse, à laver l'argent noir du pétrole de Daesh, de la drogue et des circuits de crime organisé qui font du trafic d'esclaves et du trafic d'organes, avec tous ces pauvres gens qu'on a fait clandestinement transiter de l'Asie et de l'Afrique vers l'Europe. Ces banques détiennent des sommes colossales, bien plus que les banques américaines par rapport au PIB (les actifs de la BNP = le 110 % du PIB français) Et elles sont toujours au bord de la banqueroute : La Deutschebank est la plus grande et la plus problématique de toutes, pleine de produits toxiques, prête à éclater et à emporter dans la chute la presque totalité des banques européennes mais aussi au delà. Et le vrai problème est qu'on ne la laissera pas couler, on continuera à puiser ici et là, en France, en Italie, et partout où nos chers gouverneurs peuvent puiser pour « sauver » encore la Deutschebank, et les organismes concomitants.

En d'autres mots, un cartel supranational de banques et de corporations du pétrole, des médicaments, des armes, de software, d'alimentation essaient de tirer un maximum de profits au moment où tout s'écroule à cause d'une crise qu'ils ont eux mêmes provoquée. La bulle spéculative d'énormes quantités d'argent fictif (qui pour 2015 arrivait à 25 fois le PIB planétaire) **ne trouve plus d'objet d'investissement** pour continuer à rapporter à leurs détenteurs des gains et intérêts suffisamment élevés

tous les jours.

Cette petite oligarchie, souvent aidée par les sales jeux de l'OTAN, souhaite transformer ses gains, qui ne sont aujourd'hui que des chiffres sur écrans d'ordinateur, en biens tangibles et concrets. Pour y parvenir, il lui faut mettre la main sur la totalité des ressources de nos pays. Et nous, nous sommes destinés à devenir une masse d'individus sans patrie ni conscience collective, totalement dépendants de leurs structures.

Et, en plus, dans un état psychologique collectif de culpabilité par rapport à cette « dette » pour laquelle ils viennent nous sauver ;⁵ Nous sommes prêts à accepter la privation de nos libertés, la suppression de nos droits, une soumission accrue, une surveillance et une main mise sur notre épargne et sur notre propriété privée.

En Grèce, le deuxième gouvernement de « gauche » est en train de finir le boulot des précédents. Après les « dégâts collatéraux » des gouvernements de Papandreou, Papademos, Samaras-Venizelos --dont le traité d'amitié greco-allemande (signé en 2010) qui donne droit à l'Allemagne de s'occuper de l'éducation et de la culture des grecs et de leurs livres scolaires⁶-- le gouvernement Syriza non seulement a signé un 3^e et un 4^e mémoranda, en gonflant la facture de la dette publique d'encore une centaine de milliards d'euros, en donnant sa bénédiction pour que des fonds privés étrangers s'emparent des hypothèques de résidence principale pour 5 % du prix et qu'ils expulsent les gens sans procès judiciaire autre qu'électronique ; il n'a pas rétabli la justice à l'intérieur du pays ; il a volé les fonds des caisses de retraite, d'éducation et de santé pour payer une ou deux mensualités du FMI, ce dont il aurait très bien pu se passer ; il a rendu la mer Egée à l'OTAN ; il a signé un traité honteux SOFA avec Israël, permettant l'établissement permanent de bases israéliennes sur notre territoire sous régime d'impunité totale pour tout dommage causé ;⁷ il a liquidé

5 Un cauchemar semblable est aussi celui du terrorisme, créé par les mêmes contres de façon analogue que la dette. Semer la terreur sert à mettre en fonction une peur instinctive d'auto-conservation grâce à laquelle ils peuvent obtenir carte blanche pour toutes les violations possibles de nos droits.

6 http://www.griechenland.diplo.de/Vertretung/griechenland/de/03/Bilaterale_Beziehungen/Deutsch_Griechisches_Partnerschaftsprogramm.html

7 <http://www.jpost.com/Israel-News/Israel-Greece-sign-status-of-forces-agreement-409492>

les 3 ports et les 14 aéroports les plus lucratifs du pays aux Allemands –à Fraport (je rappelle que le Pirée, est la porte d'entrée principale des produits chinois en Europe). Et en mai 2016, par **la signature d'un projet de loi multiple de 7.500 pages** (que personne n'a lues) il a cédé la totalité de la fortune du pays, les plages, les infrastructures, les zones frontalières, les ressources souterraines, l'espace aérien, au **MES**⁸. Par le même projet de loi, le parlement grec a signé son auto-suppression totale et définitive reconnaissant qu'il est pleinement substitué par Bruxelles. Le pays est ainsi bel et bien sous occupation totale et complète. Même au niveau de la défense nationale, les unités d'armée aérienne de la mer Egée sont réduites et la soit disant garde des frontières maritimes est laissée aux mains de l'armée privée étrangère de FRONTEX qui y patrouille aux côtés de l'OTAN, des Israéliens et des Turcs qui font des exercices militaires grandeur nature pour préparer leur prochaine invasion du Dodécannèse. La situation se complète par la transformation du pays en centre de détention illégale pour des milliers de gens provenant de zones de guerre et de misère de l'Asie et de l'Afrique qui ne sont pas protégés comme il le faudrait par les règles du Droit International mais sont jetés aux mains des ONGs peu transparentes et du crime organisé qui en tire des profits fabuleux, lavés dans les banques, sans être dérangés ni par la police ni par les autorités nationales quelconques.

Les citoyens français n'en savent peut être pas grande chose de tout cela car on leur dit que la Grèce c'est loin, on leur a aussi dit que leurs impôts sont partis pour « aider les Grecs ». Les gens n'ont pas forcément des heures à passer sur internet cherchant des informations autres que celles de la télé. Puis, la société française n'a pas encore vu leurs retraites amputées, ni les allocations familiales supprimées. Le taux de chômage galopant, les coupes des allocations chômage, la congélation des salaires

⁸ Plus terrible que le FMI, le MES, fondé en juillet 2013, ayant son quartier général au Luxembourg, et constitue le soit disant FMI européen (organisme de gestion de dettes des pays de la zone euro). Son CA et son Directeur n'ont des comptes à rendre à aucun corps élu, ils ne peuvent être saisis par aucun tribunal, et ils ont un pouvoir illimité sur les Etats membres qui doivent se conformer dans l'absolu à ses ordres. A différence du FMI qui, lui n'a aucune possibilité de mener un pays en faillite, le MES a cette possibilité, c'est un Hyper-Etat qui a des privilèges et des impunités qu'aucun de ses Etats-membres n'a pas. Ses locaux sont impénétrables, ses documents et ses bien insaisissables, il est au-delà de toute autorité public ou autre.

depuis 15 ans, les délocalisations, le nouveau code du travail, ... ne suffisent toujours pas pour se comparer encore aux Grecs.

Pourtant, on vous martèle la tête, vous aussi, de « **compétitivité** », sans préciser jusqu'où vous devriez devenir « compétitifs » pour pouvoir vivre dignement. Compétitifs par rapport à qui ? à la Chine ? à la Roumanie ? à l'Albanie ? à la Turquie ? à l'Italie ? Ou bien à l'Allemagne ?

Et en même temps les mots **monnaie**, **production** et **productivité**, dont il faut parler avant de parler de compétitivité, ne sont pas des mots à la mode et on n'en parle pas...

Les instigateurs de l'intégration européenne au même moment qu'ils créaient la monnaie unique, ils incluaient dans les traités et les conventions signés par les représentants de tous les pays du continent, la **désindustrialisation** et la **dé-productivisation** de nos pays européens. Pour la France et les autres puissances industrielles, cela a ouvert le chemin aux délocalisations ; Pour les plus petits pays comme la Grèce, vers la désindustrialisation complète, le démantèlement de l'artisanat, la mort de l'agriculture. Du traité de Maastricht au traité de Lisbonne, on a privé les peuples de leur monnaie, de leur production, de leurs postes de travail, en un mot de leur indépendance en les transformant en des consommateurs-débiteurs d'une dette qui ne finira jamais. Cette situation ne relève d'aucune nécessité, elle constitue tout simplement **un choix politique**, celui de l'esclavage moderne.

Le cas de la Grèce actuelle est là pour nous le démontrer.

Et pour finir avec un mot sur l'Antiquité --qui elle aussi sera enterrée sous les débris d'un pays jadis nommé la Grèce-- à l'instar de Solon, qui avait imposé l'effacement complet de la dette dans Athènes de l'antiquité, il faudrait aujourd'hui que nous citoyens, on exige l'effacement de la dette publique de nos pays ; notre libération de la prison qui rend les peuples esclaves d'une dette en perpétuité (la zone euro) ; et la

fin de la dictature allemando-bruxelloise.